

de la clôture, jour de la Toussaint, un chèque de mille piastres reçu en reconnaissance de son zèle et de son dévouement dans l'accomplissement de ses fonctions de président des premières assises plénières de l'Eglise canadienne. Son Excellence, dans une éléquence improvisation latine, a expliqué qu'Elle destinait cette somme au journal catholique ruthène, qui, nous l'espérons, sera bientôt fondé à Winnipeg. On travaille activement à son organisation.

S. G. Mgr l'Archevêque, profondément touché de cette précieuse générosité, remercia Son Excellence et dit " qu'Elle avait admirablement couronné le plus grand acte de la communion des saints accompli par le premier Concile plénier de Québec. "

Ajoutons que de son côté la *Catholic Church Extension Society* a aussi promis à NN. SS. les Evêques de l'Ouest de les aider dans leurs efforts pour conserver la foi catholique chez nos populations ruthènes.

Jamais plus grand encouragement n'a été donné à l'œuvre. C'est vraiment le triomphe de la charité et du zèle apostolique.

## ASPECT CONSTITUTIONNEL

### DE LA QUESTION DES ECOLES.

M. l'avocat S. White, c. r., légiste distingué de Windsor, Ont. a publié récemment dans le *Citizen* d'Ottawa un remarquable travail sur l'aspect constitutionnel de notre question scolaire et sur le bien fondé de nos droits et de nos réclamations. Si tous les catholiques influents pensaient et parlaient ainsi cette épineuse question serait bientôt réglée dans le sens de la justice et de la constitution du pays. Nous remercions les journaux anglais, (*Citizen, True Witness, Central Catholic*), allemands (*West Canada* et *St. Peter's Bote*) et polonais (*Gazeta Katolicka*) qui ont porté cette pièce documentaire à la connaissance de leurs lecteurs et nous la traduisons dans notre langue pour le public canadien-français, espérant que les journaux amis de notre cause voudront bien l'insérer dans leurs colonnes.

\* \* \*

Monsieur le Directeur du *Citizen*.

Comme on a beaucoup écrit et discours sur les clauses scolaires du bill d'autonomie du Canada, je vous prie de publier mes vues sur cet important sujet. J'espère qu'elles pourront le mettre en lumière et aider à le mieux comprendre. La question doit être considérée en dehors de toute préoccupation politique. Ceux qui ont discuté les clauses scolaires sont des gentilshommes qui ne voudraient pas se soumettre à leurs obligations comme individus privés, et je pense